



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS EMPÊCHER LA PRIVATISATION DE LA POSTE !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Septembre 2009

Depuis une semaine, les ministres jurent la main sur le cœur que jamais le changement de statut de La Poste ne débouchera sur la privatisation. Mensonge et hypocrisie ! On se rappelle comment Sarkozy avait fait exactement la même annonce en 2004 à propos de Gaz de France. Tout comme Jospin en 1997 s'agissant de France Télécom, cet ancien service public où la logique de la rentabilité à tout prix pousse maintenant les salariés au suicide.

La transformation de La Poste en société anonyme serait, nous disent-ils, indispensable pour résister à la concurrence qui résultera de la directive européenne déréglementant les services postaux. Mais l'Etat a toujours envers La Poste une dette de 1 milliard d'euros, et il a trouvé des dizaines de milliards pour financer les banques !

« C'est l'Europe qui l'a voulu, nous n'y pouvons rien » clament également les Lagarde et autre Darcos. Mais ce texte européen a été co-élaboré et soutenu par le gouvernement français !

Dans tous les secteurs, l'abandon du statut d'entreprise publique a été le prélude à l'entrée des capitaux privés et à la soumission aux impératifs du profit. Avec pour conséquences la dégradation et le renchérissement des services, l'aggravation des conditions de travail des personnels. Il est vrai qu'à La Poste, cette logique est engagée depuis des années. Depuis 2002 on est passé de 17 000 à 10 000 bureaux de poste, 50 000 emplois ont été supprimés, alors que 43 % des salariés et la totalité des filiales sont déjà sous statut privé. Le gouvernement espérait que cet état de fait produirait assez de résignation pour empêcher une mobilisation, mais il n'en est rien.

C'est l'heure de la riposte

D'ailleurs, Sarkozy est si conscient de l'impopularité de son projet qu'il a empêché la réalisation d'un référendum d'initiative populaire, en ne prenant pas les décrets d'application de l'article de la réforme constitutionnelle qui devait ouvrir cette possibilité. C'est pourquoi plus de 50 organisations, réunies dans le Comité national contre la privatisation de La Poste,

organisent dans toute la France la consultation nationale du 3 octobre et des jours précédents.

Cette consultation exprimera un refus massif de la privatisation, mais cela ne suffira sans doute pas. Sur la base de ce premier succès, d'autres initiatives, élevant le niveau de la confrontation, devront être

prises pour obtenir le retrait du projet gouvernemental. C'est possible, comme le montrent diverses expériences dans le passé : la mobilisation victorieuse contre le CPE en 2006, bien sûr, mais aussi l'immense manifestation nationale qui, en 1994, avait imposé l'abandon de la réforme de la loi Falloux attaquant de front l'école laïque.

Nul doute que si les principales organisations impliquées dans la mobilisation étaient prêtes à l'épreuve de force avec le gouvernement, celui-ci aurait du souci à se faire. Non seulement la privatisation de la Poste pourrait être stoppée, mais une victoire sur ce terrain aiderait au développement et à la convergence des luttes face aux attaques multiformes que subissent les salariés. Le NPA, en tout cas, ne ménagera aucun effort pour aller dans ce sens.



DES LUTTES, DES MOBILISATIONS, POUR UNE AUTRE POLITIQUE

Après la manifestation à la Bourse du 17 septembre, la direction confédérale de la CGT appelle, le 22 octobre prochain, à une nouvelle manifestation nationale afin de revendiquer « *une nouvelle politique industrielle* ».

Mais à qui s'adresse cette exigence ? Au patronat ? Au gouvernement ? À ceux qui spéculent, s'octroient des milliards afin de restructurer et de licencier ? Peut-on laisser croire qu'il suffit d'exiger poliment une « *autre politique industrielle* » pour que patronat et gouvernement entendent et se transforment, par magie, en défenseurs des intérêts des salariés ? Qui, pour l'heure, du patronat ou de la classe ouvrière, est maître dans la maison ?

Imposer « *une autre politique sociale et industrielle* » passe par les luttes, pour l'interdiction des licenciements, pour une répartition du travail entre tous, et nécessitera d'imposer le contrôle des salariés sur les transactions boursières, les comptes des entreprises, et au final, sur l'économie.

Voilà les mobilisations à mener, des luttes à faire converger, du pouvoir à gagner, pour envisager sérieusement « *une autre politique, économique, sociale, industrielle* ».

Nos intérêts de classe divergent. La confrontation est incontournable, le reste n'est qu'illusion ! Si certains syndicalistes, militants politiques, veulent servir de béquille au système capitaliste, d'autres veulent l'abattre et nous sommes de ceux-là !

FRANCE TELECOM : MORTS POUR LE PROFIT CAPITALISTE

Au lendemain d'un 23^{ème} suicide en 18 mois chez France Télécom, son PDG n'avait rien trouvé de mieux à dire qu'il fallait « *mettre un point d'arrêt à cette mode* ». Comme si les conditions de travail n'y étaient pour rien. Comme la direction de Renault avait le culot de le prétendre, après les suicides de Guyancourt. Mais lundi, un salarié de plus s'est suicidé, laissant un message mettant clairement en cause le climat au sein de France Télécom.

Depuis le changement de statut de France Télécom et l'ouverture du capital prélude à la privatisation à l'époque où le PS était au pouvoir, les suppressions de postes se comptent par dizaine de milliers, au nom de la concurrence et de la rentabilité maximum. Depuis sa privatisation en 1997, France Télécom est passée de 160 000 à 100 000 employés. Mais entre 2007 et 2008, la rémunération de son PDG est passée de 1 504 675 à 1 655 985 euros, grâce à une progression de 25% de la part variable.

Restructurations, mobilités forcée, mises au placard, management par le stress, pressions psychologiques en tout genre sous couvert de guerre commerciale : tout concourt à déstabiliser le personnel. Mais ce n'est pas que chez France Télécom que la soif de profits des capitalistes broie les vies. Parce que la vie des salariés vaut plus que les profits des actionnaires, il devient urgent, possible et nécessaire de s'y mettre tous ensemble afin de préserver notre avenir et notre santé et d'en finir avec la loi des actionnaires et du profit.

LA SÉCURITÉ SOCIALE DE NOUVEAU EN LIGNE DE MIRE



Un plan de relance de plusieurs centaines de milliards d'euros pour sauver un système livré à l'appétit pantagruélique d'une minorité de nantis, et le bilan tombe : un déficit de l'Etat de 130 milliards d'euros qu'il va bien falloir combler. Revient alors au galop la bonne vieille ritournelle sur le soit disant « trou de la sécurité sociale ».

Et les pistes explorées pour faire payer l'addition aux seuls salariés sont nombreuses : augmentation du forfait jour hospitalier de 16 à 18 euros, imposition des indemnités

journalières perçues par les accidentés du travail avec augmentation des contrôles des arrêts maladies par des officines privées, diminution des remboursements des médicaments dits de confort comme le paracétamol, pourtant prescrit pour faire baisser la fièvre, notamment en cas de grippe !

Une aberration, teintée du cynisme habituel du gouvernement, quand on sait qu'entre 1991 et 2008, les employeurs ont bénéficié de 260,6 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales employeurs. (dont 31,1 milliards pour la seule année 2008).

**NPA**
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Secteur Automobile

**AUTOMOBILE :
LEUR FAILLITE ET
LEUR CRISE**

OÙ VA L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ?


D'APRÈS
MON GRS C'EST CLAIR:
UNE FOIS AU BOU
DE NOTRE CDD POUR NOUS
C'EST TOUT
BRUT SUSQU'À
L'INFINI...

**CONSTRUISONS
LA RIPOSTE !**

Jun 2009

Prix 0,50€

Brochure du NPA Automobile
en vente au prix de 0,50€

**CRISE DU
CAPITALISME...
NE PAS PAYER
LEUR CRISE !
RIPOSTER TOUS
ENSEMBLE !**



Venez discuter avec les
militant(e)s du NPA

RÉUNION PUBLIQUE
Vendredi 2 Octobre
20h, Halle aux
toiles, ROUEN

POUR NOUS CONTACTER :

didier.laforets@free.fr
06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.